Le rachat avorté des actifs non russes de Lukoil risque d'entraver Gunvor

Le Temps · 10 nov. 2025 · 16 · RICHARD ÉTIENNE ET ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Qualifié de «marionnette du Kremlin» par Washington, le négociant genevois a précipitamment renoncé à l'acquisition des activités hors de Russie de Lukoil. Dans le milieu du négoce, le projet suscitait des interrogations. L'épisode pourrait porter préjudice à long terme à Gunvor

Il aura suffi d'un message du Département du Trésor américain sur le réseau social X pour faire reculer Gunvor. Vendredi, le négociant genevois en pétrole a annoncé le retrait de son offre des actifs non russes du producteur d'hydrocarbures Lukoil. Celui-ci, tout comme son compatriote Rosneft, est visé par des sanctions américaines annoncées le 22 octobre, et qui doivent entrer en vigueur le 21 novembre.

«Le président Trump a été clair: la guerre doit cesser immédiatement. Tant que Poutine poursuivra ces massacres insensés, Gunvor, la marionnette du Kremlin, n'aura jamais de licence pour exercer ses activités et engranger des profits», a affirmé dans ce message le Ministère américain des finances. Une déclaration jugée profondément fausse par Gunvor dans un autre message posté sur X.

Un rachat hors de portée?

«Gunvor a toujours fait preuve d'ouverture et de transparence quant à son actionnariat et ses activités, et s'est activement distanciée de la Russie depuis plus de dix ans, a cessé toute activité commerciale conformément aux sanctions, a cédé ses actifs russes et a condamné publiquement la guerre en Ukraine», a rapidement riposté le groupe. Tout en annonçant le retrait de sa proposition concernant les actifs internationaux de Lukoil.

Avant l'annonce de la suppression de cette opération, le «Gunvor deal» – ainsi avait-on pris l'habitude de la nommer dans le secteur, largement anglophone – faisait l'objet de toutes les discussions. Et elles étaient d'autant plus nombreuses que se tenait cette semaine la Commodity Trading Week. Chaque année en novembre, les différentes parties impliquées dans le commerce de matières premières se réunissent à Genève, sous l'initiative des banques actives dans le secteur. Le deal suscitait plus de questions que de réponses.

Quelques jours après son annonce, le Wall Street Journal a écrit que Torbjörn Törnqvist, le patron fondateur de Gunvor, venait de conclure «l'une des affaires de sa vie» à propos de cette opération. «Cette opération aurait été un game changer pour une société comme Gunvor. Elle aurait pu lui donner accès à une source d'approvisionnement régulière qui est essentielle pour un négociant», estime Jean-François Lambert, un consultant spécialisé en

matières premières à Genève.
Selon Bloomberg, cette acquisition aurait permis à Gunvor d'obtenir une capacité de production en amont d'environ 440 000 barils de pétrole et de condensat. Litasco, la filiale de négoce du géant russe, également installée à Genève, possède deux raffineries, Petrotel Lukoil en Roumanie et Lukoil Neftochim Burgas en Bulgarie, ainsi qu'une participation de 45% dans la raffinerie Zeeland aux Pays-Bas.
Malgré son intérêt stratégique, l'opération avortée n'a pas manqué de provoquer quelques haussements de sourcils. Des représentants du négoce – tous ont requis l'anonymat – se sont notamment demandé comment Gunvor pourrait racheter des actifs d'une telle valeur – ils étaient évalués à plus de 20 milliards de dollars – alors que les réserves du groupe sont limitées, malgré des bénéfices importants réalisés ces dernières années. Depuis 2020, Gu... vor a engrangé un bénéfice cumulé de 5,4 milliards de dollars, selon les calculs du Temps.
Des accusations anciennes
«S'ils avaient payé ces actifs aux prix du marché, l'opération aurait pu paraître excessive, admet Jean-François Lambert. Mais ce n'est pas le sujet. Lukoil devait se séparer de ces activités avant la mise en place des sanctions. Le montant était donc sans doute inférieur au marché, et c'est ce qui a dû convaincre Gunvor d'avancer très vite.» Certains négociants ont rapidement estimé qu'il ne fallait pas s'enflammer, relevant que de toute façon une telle opération devait recevoir l'aval des autorités et que cela pourrait prendre du temps.
La rapidité du retrait du négociant illustre les tensions qui entourent le sujet et le changement de ton de Donald Trump. Vendredi, le président américain a cependant accordé à la Hongrie une dérogation d'un an aux sanctions, en contrepartie de l'achat pour 600 millions de dollars de gaz naturel liquéfié américain.
«On aurait pu penser qu'avant de prendre cette décision, la société aurait pris des précautions, notamment en discutant avec les autorités américaines pour éviter un camouflet», souligne le consultant. Il y a une semaine, Gunvor avait affirmé au Temps être entré en discussion avec les autorités américaines, britanniques et suisses au sujet de cette opération. Au moment de la rédaction de cet article, le négociant n'avait pas encore répondu à nos questions suite à ce revirement brutal.
Méfiance renouvelée
Dans le milieu du négoce, le choix de Gunvor de s'intéresser aux actifs d'un groupe russe, alors qu'ils avaient passé les dix dernières années à s'éloigner de ce pays, a également surpris. L'entreprise a été fondée en 2000 (elle s'est établie à Genève trois ans plus tard), en exportant du brut russe. Depuis une décennie environ, elle s'est tournée vers les Etats-Unis et notamment leur gaz naturel liquéfié.
En 2014, Guennadi Timtchenko, cofondateur de Gunvor et présenté comme un proche de Vladimir Poutine, s'était déjà retrouvé dans le viseur des Etats-Unis. Washington avait alors affirmé que le dirigeant russe avait accès aux fonds de Gunvor, une accusation que le négociant a toujours nié. Guennadi Timtchenko avait alors vendu sa participation dans la société de 43,9% à son associé Torbjörn Törnqvist.

Cet épisode pourrait porter préjudice au négociant à plus long terme. Un banquier actif dans le secteur a relevé que le fait d'être qualifié de «Kremlin puppet» («marionnette du Kremlin») par le Département du Trésor américain va mettre Gunvor en difficulté auprès des banques, «qui sont très craintives de nos jours».

«Soudainement, Gunvor se retrouve à la case départ, analyse Jean-François Lambert. Pendant des années, on a dit que la société était proche du Kremlin et celle-ci a beaucoup travaillé pour se débarrasser de cette image. Ces déclarations vont lui compliquer la vie dans les discussions avec les banquiers qui lui fournissent les liquidités nécessaires à ses opérations. Les banques vont se questionner sur l'opportunité de fournir des facilités à une société aussi clairement cataloguée par les autorités américaines.»

▪

«Cette opération aurait été un «game changer» pour une société comme Gunvor» JEAN-FRANÇOIS LAMBERT, CONSULTANT SPÉCIALISÉ EN MATIÈRES PREMIÈRES